Weill (Joseph), *Le combat d'un juste*

éd. Cheminements, 682 p., SL, 2002

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/754>

DOI : 10.4000/alsace.754

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 571-575

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Weill (Joseph), *Le combat d'un juste* », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/754> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.754>

par Françoise Olivier-Utard. On parcourt quelques rues de Schiltigheim, reconstituées à l'aide de l'annuaire de Schiltigheim-Bischheim-Hoenheim, reproduit, ainsi qu'avec ses souvenirs de Schillikoise (p. 241).

Les pages qu'Annelise Gérard nous donne sur l'urbanisme schillikois, constituent un apport précieux pour l'histoire de l'urbanisme strasbourgeois dans son ensemble. Deux maires, deux périodes, celle de Ritter et celle de Muller. Et un grand aménageur : J.-H. Calsat, dont on nous donne à juste titre la notice biographique, page 170. Ritter et Calsat sont les hommes qui construisent « Schillik City », dont sa mairie (1971), à partir d'un Plan d'urbanisme directeur de 1959, qui précède le PUD dit Plan Vivien de 1965. Les photos page 169 témoignent des deux âges de l'urbanisme schillikois : maisons à colombage du centre sauvegardé et « tour du château ». En 1971, le préfet impose l'établissement d'un POS, documents d'urbanisme qui ont pris tant de retards en Alsace, mais que Schiltigheim sera l'un des premiers à mettre en chantier. Par contre, cette procédure met fin à l'urbanisme façon Calsat de Schillik City. Le GAM mène la contestation et en 1977, « s'Dorf l'emporte sur Schillick City » : c'est la réhabilitation du vieux-centre confiée à une OPAH. Les friches industrielles ne sont pas systématiquement démolies mais reconverties. « Réhabilitation réussie, écrit Annelise Gérard, ou encore « la touche schillikoise de l'aménagement urbain ». Bref, nous voici, due à une éminente spécialiste devant un grand chapitre de l'histoire de l'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise.

Armand Peter nous livre « une chronique des années de guerre 1939-1945 » faite d'interviews, faite d'archives et de travaux de première main. Les récits sont fort divers, mais intéressants. Mais il faut bien reconnaître qu'ici plus encore que dans les autres chapitres, l'iconographie retient toute l'attention. Ainsi de la bande dessinée de Louis Klauth, page 215, dont la provenance n'est malheureusement pas indiquée. Ainsi des photos des FFI du secteur de Strasbourg-Nord, qui ont assuré l'ordre dès l'arrivée de la 2^e DB et des troupes américaines le 23 novembre, l'ont défendu pendant les quelques jours de flottement de janvier 1945. Mais l'officier en haut à gauche de la photo p. 23 en bas, n'est-il pas le capitaine Schwoebel, commandant en second du Secteur, futur adjoint au maire de Ritter ?

Et l'ouvrage se conclut sur une interview d'Alfred Muller maire depuis 30 ans, qui replace la décision politique au cœur de l'aménagement urbain et de l'image de la ville ! Et sur un beau portefeuille de photos du Schillk de 2006.

Nous avons indiqué déjà les limitations de ce travail. Mais dans l'ensemble, Armand Peter et son équipe peuvent être satisfaits : un bon ouvrage, une belle maquette, une très riche iconographie.

François Igersheim

WEILL (Joseph), *Le combat d'un juste*, éd. Cheminements, 682 p., SL 2002.

« ...la terre d'Alsace, terre de ma jeunesse... apparut dans sa somptuosité prestigieuse. Elle est plantureuse... il n'est pas surprenant que les Alsaciens aient fini par se considérer comme le nombril de l'Europe, sinon du monde... » (p. 14).

« Je crois à la conscience collective juive vivante... Je me considère comme un maillon de la chaîne, un des porteurs en lui même faible et insignifiant de l'âme juive » (p. 582).

« ...Il existe un esprit juif qui confère à la médecine un climat particulier, une atmosphère humaine fraternelle, un sentiment de responsabilité pour la conservation de la vie et l'élévation de son niveau. Des siècles d'assistance médicale, des générations de médecins réputés, en même temps que talmudistes éprouvés, l'ont distillé... » (p. 457).

Ces trois citations ne résument pas mais balisent « les mémoires » que leur père avait rédigés et qu'ont publiés Jacques, Francis et Dan Weill.

Disons le tout net : ce ne sont pas là des « mémoires » rédigés par un auteur sûr de son plan et du déroulement clair et ordonné de son récit, mais plutôt une sorte de conversation à bâtons rompus, à tel point qu'on se demande parfois si le matériau de base du texte n'a pas été dicté avant d'être écrit. Mais ce n'est pas l'historien de l'Alsace, trop souvent confronté à la disparition des archives personnelles ou encore au superficiel exercice des mémoires dialogués avec un journaliste qui se plaindra de ce foisonnement si instructif et attachant ! A l'historien de faire son miel, en parcourant ces chapitres, et d'en tirer l'évocation d'une période, d'un milieu, d'une société dans ses différentes composantes, de l'épreuve de cette communauté qui subit le drame affreux ...

Ainsi Joseph Weill, né à Bouxwiller en 1902, est le fils du rabbin Ernest Weill futur grand rabbin du Haut-Rhin et passionné de randonnée vosgienne, qui a été son précepteur en même temps que son père, défenseur d'un judaïsme religieux et spirituel, de stricte observance.

Il choisit à la suite de son frère aîné Elie de faire des études médicales, dans lesquelles il réussit brillamment. Cela nous vaut une description des « pontifes » de la Faculté de médecine de l'avant-guerre dont tous ne sortent pas indemnes. Mais la disparition de son maître, le professeur Blum le contraint, à 29 ans, à abandonner une carrière universitaire et le pousse à solliciter la direction de la clinique Sainte-Anne, construite par Théo Berst, que les sœurs de la Toussaint viennent de fonder dans la banlieue strasbourgeoise, mais qui se trouvent dépourvues de directeur. Tout en assurant le service d'un cabinet médical « de médecin de famille » (non pas « médecine de ville »), rue des Serruriers puis place de l'Université, où il réussit de façon remarquable.

Il prend part à la vie communautaire : son apport principal est sa participation à la fondation du *Merkaz Hanoar*, la Centrale fédérative de la jeunesse juive du Bas-Rhin, qui se domicilie 28 rue Oberlin. Il est également engagé dans la fondation des « Eclaireurs israélites de France » qui joueront un rôle si important dans la vie de la communauté. « C'est le *Merkaz* qui « fit » le rabbin René Hirschler, grand rabbin de Strasbourg », écrit-il à plusieurs reprises. Et la jeunesse juive de Strasbourg s'organise en groupes musclés d'autodéfense, faisant le coup de poing contre les groupes de jeunes nazis alsaciens hurlant des slogans anti-juifs, ou qui assure, à la demande du professeur Pautrier, la protection d'un concert de Klemperer que veulent interdire les nervis de la *Jungmannschaft* (1937). C'est aussi le *Merkaz* qui lutte contre les

préventions d'une partie de la communauté juive à l'égard des immigrés juifs d'Europe centrale et d'Allemagne : « on rappelait en vain aux Alsaciens que leurs parents avaient été fraîchement reçus à Paris et dans les grandes villes de province, par leur coreligionnaires déjà « parisianisés »... Ils se bercèrent dans le rêve sécurisant de leur totale assimilation ». Il prend la suite d'un réseau de renseignements sur l'Allemagne en liaison avec le contre-espionnage français, qui le met en relations aussi avec des hommes d'influence de Paris, qui comme lui, désespèrent de la politique française, malgré les mises en garde. D'être plongé dans la population du Sud-Ouest au moment de l'évacuation lui fait comprendre à quel point « Munich avait été conforme à l'aspiration profonde de paix, tant la sagesse populaire semblait imprégnée de la souffrance, du deuil, du sang versé en torrents pendant la grande guerre ». Il est nommé médecin à Terrasson-la-Villedieu, dont le niveau d'hygiène « défie toute description ». Il s'emploie à y remédier. Mais très rapidement, il renoue avec les institutions juives. Sa qualité de médecin le met prioritairement en rapport avec l'OSE (association de protection sanitaire des juifs, fondée en Russie). Weill décrit les réseaux d'associations qui dans l'urgence travaillent à venir en aide aux réfugiés et prioritairement aux enfants juifs. Il en décrit les acteurs juifs et non juifs : la 6^e EIF, l'OASI, la CIMADE, la Direction de l'aide aux réfugiés de l'Abbé Glasberg et les organisations américaines : Quakers, Unitariens, YMCA, l'*American Jewish Joint Distribution Committee*... et les centres urbains qui sont le théâtre de son activité, surveillée de près par les autorités de police française : Limoges, Montpellier, Marseille, Gurs et les Milles, Genève enfin. En 1942, Weill insiste auprès des dirigeants de l'OSE, qu'il qualifie de rêveurs, trop attachés aux camps qui sont leurs foyers de réfugiés : il faut cesser de concentrer les enfants dans des maisons, il faut les répartir dans des institutions et des familles non juives. Trop peu d'enfants furent ainsi sauvés. En 1943 la plupart de ces réseaux passe à la clandestinité, et Weill, recherché par la Gestapo passe en Suisse. « La Résistance non armée a gagné droit de cité, égale à celle, armée. Elle aussi est entrée dans la légende » conclut-il sur cette période. En Suisse, il reprend place dans l'OSE, impulse une action en direction de la population juive internée (formation continue des médecins, enseignement professionnel des jeunes par l'ORT), et renoue avec les organisations américaines. Mais surtout, il participe avec Saly Meier, président de la Fédération Suisse des Communautés Israélites et délégué du *Joint* en Europe, à l'organisation de l'aide, à la collecte d'informations sur la politique d'extermination et à leur diffusion auprès de l'opinion anglo-saxonne.

Il est de retour à Strasbourg en 1945. Il est dommage qu'il ne nous informe pas sur l'histoire des « crises », mot qui revient fréquemment en éditorial du *Bulletin des communautés* de la fin de ces années 40. Ainsi Weill est élu au premier Consistoire du Bas-Rhin des 24 et 31 mars 1946, mais fait partie des démissionnaires qui provoquent une nouvelle élection en septembre où la liste de Lucien Cromback l'emporte, avec un taux de participation faible. Weill quitte Strasbourg, où, écrit-il, la communauté juive est « encore hébétée, craintive, recroquevillée sur elle-même, tant elle avait souffert des rigueurs et de la violence de l'occupant ». Il séjourne à Paris pendant un an, s'occupant de son cabinet médical, et des missions qu'il continue d'effectuer pour l'OSE, sur l'état sanitaire des *Displaced Persons* sorties des camps et sur les mesures

prioritaires à prendre pour leur venir en aide. Puis il revient à Strasbourg, où Sœur Marie-Ange lui a demandé de revenir prendre la direction de la clinique Sainte-Anne qu'elle veut rouvrir. En 1950, il est élu au Consistoire du Bas-Rhin, puis succède à Lucien Cromback en 1955, à la présidence du Consistoire. Weill ne relate pas non plus les débats qui ont précédé l'élection, ni l'orientation à laquelle il se rattache, mais ne cache pas qu'il est toujours resté proche des positions conservatrices de son père. On devine cependant qu'il se sent plus proche du grand rabbin Deutsch plus orthodoxe, fustigeant volontiers les libéraux (Charles Ehrlich et la commission administrative) qui administrent la communauté strasbourgeoise « traditionnaliste, c'est à dire libérale ». Ces années sont encore marquées par les « difficultés subies par la mentalité qu'a suscité la vie semi-clandestine ou clandestine, et la perte de tout contact avec le climat et le milieu juifs ». L'on s'atèle à la reconstitution des œuvres et à la création de nouvelles institutions, en particulier le Lycée Aquiba. Mais arrive enfin, le jour de l'inauguration de la synagogue, œuvre conjointe du Consistoire et de la Communauté de Strasbourg, présidée successivement par Edmond Bing et Charles Ehrlich. « Rarement a-il été donné, sans doute dans l'histoire juive de « pouvoir ressentir pareille plénitude de réparation morale et matérielle ». Mais peu à peu, dans le Bas-Rhin, l'on procède à la réouverture des synagogues détruites ou endommagées.

Joseph Weill ne cache pas qu'il a appartenu au courant majoritaire de la communauté alsacienne, réservée à l'égard du sionisme, dont elle connaît bien l'activité depuis le Congrès de Bâle de 1897 et qui leur apparaît trop politique et trop laïc, et dominé par les « Juifs de l'Est ». La Deuxième guerre mondiale leur fait changer d'avis. Désormais, Israël est pour eux l'un des foyers du peuple juif, et ils vivent dans l'angoisse pour sa survie et dans le souhait qu'y règne la paix. Comme tant d'autres, Joseph Weill est profondément blessé par la réorientation de la politique française en 1967 et par la formule utilisée par le Général de Gaulle sur « le peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ». Il lui écrit une lettre de protestation. C'est à la suite de ce récit – est-ce seulement une faute de plan ? – qu'il relate une conversation qu'il a eue dès 1960, à l'occasion de la visite du général de Gaulle à la Synagogue de la Paix à Strasbourg. Prenant Joseph Weill à l'écart, de Gaulle lui dit : « Je voudrais que vous réfléchissiez au fait qu'une bande de terre large habitée par des centaines de millions d'adeptes de l'Islam s'insinue comme un coin des rives de la Méditerranée jusqu'au Cachemire... Expliquez à vos coreligionnaires que pour rien au monde, ils ne doivent contribuer par une politique trop audacieuse, à jeter un brandon dans le fanatisme brûlant des fils de la steppe. Ils ne courront pas toujours comme des lapins devant le feu... ». Et Joseph Weill de lui répondre : « Ne pas abandonner Israël tout en optant aussi pour Ismaël m'apparaît comme la méthode propre à protéger la paix ». C'est encore cette position qu'il défend dans sa controverse avec le P. Riquet (1975).

Président du consistoire départemental du Bas-Rhin, Joseph Weill publie une étude de son père sur « la constitution consistoriale des Israélites en Alsace-Lorraine », qui contient un passage très critique à l'égard des « Néo-israélites qui se placèrent bientôt en dehors du judaïsme » et auront cependant une influence grandissante

dans les affaires du judaïsme français : on aura reconnu une longue citation de la condamnation sans appel des libéraux par le grand-rabbin Salomon Klein de Colmar (1850 à 1869).

On n'y retrouve pas de témoignages sur les positions communes prises par les cultes reconnus sur le maintien du statut confessionnel de l'Alsace et de la Lorraine : il est vrai que ces textes sont signés du grand rabbin Deutsch. Par contre, une grande attention est accordée aux rapports avec les évêques de Strasbourg, tout particulièrement au moment de Vatican II. Ayant noué des liens fort amicaux avec Mgr Elchinger, Joseph Weill est ulcéré lorsque le projet de déclaration *de Judaeis* est repoussé au profit d'une Déclaration sur « les rapports avec les cultes non chrétiens », malgré les efforts d'un grand nombre de pères conciliaires (et « non consulaires », p. 438 ou consultaires, p. 439). Il est vrai que le texte publié en 1975, le console un peu.

Voilà en quelques lignes les grandes orientations d'un travail fort riche, apparemment destiné d'abord à un cercle restreint et non au grand public. Sur tel ou tel point, on souhaiterait plus d'éclaircissements. On relèvera cependant l'importance d'un ouvrage qui pousse à approfondir les pistes ouvertes par le mémorialiste.

On trouvera sur le site Internet <http://judaisme.sdv.fr/histoire> un résumé des mémoires de Joseph Weill sur les articles issus de revues et de biographies. Celle du rabbin Ernest Weill que l'on doit au rabbin Joseph Bloch, ou encore son évocation par l'un de ses successeurs E. Fuks : ils sont sans doute plus critiques que celles de son fils Joseph Weill, qui n'a jamais renié l'influence de son père dans l'un des derniers chapitres qu'il titre curieusement « Digression sur ma foi », mais qui paraît au contraire bien central dans cet ouvrage.

François Igersheim

KAHN (Jean), *L'obstination du témoignage, Mémoires*, Plon, 2003, 256 pages.

Autre génération, autres horizons, autres objectifs que ceux des mémoires du président Jean Kahn. Réfugié avec sa famille en zone libre, il fait sa Bar-Mitzvah en 1942, au Puy-en-Velay, au milieu d'une communauté relativement nombreuse. Sa famille doit cependant passer de cache en cache à partir de 1943. De retour à Strasbourg, il est chef EIF et il attribue aux EI et sa formation et sa vocation de futur dirigeant communautaire. « Sous l'uniforme EI, nous avons acquis la volonté de participer à la vie juive, la force du militantisme et l'amour d'Israël. Car les fondateurs des EIF (Robert Gamzon Castor et Frédéric Hammel, Chameau) étaient d'ardents sionistes. Son chef Robert Weiler engagé dans les troupes israéliennes au printemps 1948 tombe à peine arrivé sur le champ de bataille.

Jean Kahn fait son droit et se prépare à une carrière d'avocat, mais son père l'associe aux affaires familiales : le négoce du textile. C'est André Neher qui rend la communauté alsacienne attentive au drame des rapatriés d'Algérie (6 juillet 1962). Il ne veut pas que se reproduise le drame des Juifs de l'Est accueillis si froidement entre les deux